

Publications périodiques

Comptes intermédiaires

BANQUE FRANCAISE MUTUALISTE
 Société coopérative de banque au capital de 116 220 113 €
 Siège social : 56-60, rue de La Glacière, 75013 Paris
 RCS Paris 326 127 784

DOCUMENTS COMPTABLES SEMESTRIELS

A. - Bilan au 30 juin 2018 avant répartition.

(En milliers d'euros.)

Actif	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Caisse, banques centrales, CCP	31 830	31 826	181 163
Effets publics et valeurs assimilées	444 590	472 124	488 518
Créances sur les établissements de crédit	36 237	48 182	46 391
Opérations avec la clientèle	2 228 720	2 236 826	2 297 518
Obligations et autres titres à revenus fixes	357 248	292 230	279 960
Actions et autres titres à revenus variables	285 503	246 311	135 160
Parts dans les entreprises liées	37 780	38 932	48 140
Participations et autres titres détenus à long terme	2 763	1 912	1 927
Crédit-Bail et opérations assimilées			
Locations simples	25	25	
Immobilisations incorporelles	161	152	261
Immobilisations corporelles	2 337	1 911	1 831
Autres actifs	30 234	14 167	17 443
Comptes de régularisation	15 649	15 280	14 864
Total actif	3 473 078	3 399 877	3 513 175

Passif	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Dettes envers les établissements de crédit	314 996	200 846	197 824
Opérations avec la clientèle	2 801 271	2 871 043	2 946 045
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	24 826	17 703	23 165
Comptes de régularisation	51 716	18 611	43 655
Provisions pour risques et charges	5 721	5 322	884
Dettes subordonnées	2 134	2 169	2 133
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	22 205	22 205	22 205
Capitaux propres	250 209	261 978	277 264
Primes d'émission	114 155	114 349	116 220
Réserves	15 284	15 553	18 132
Provisions réglementées et subventions d'investissement	109 773	109 773	128 546
Report à nouveau	225	276	327
Résultat de l'exercice (+ / -)	10 772	22 027	14 038
Total passif	3 473 078	3 399 877	3 513 175

Hors bilan	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Engagements donnés :			
Engagements de financement	80 086	38 440	57 452
Engagements de garantie	2 213	3 162	3 070
Engagements reçus :			
Engagements de financement	105 000	105 000	105 000
Engagements de garantie	71 782	71 891	67 990
Autres engagements reçus sur titres	16 535		

B. - Compte de résultat

(En milliers d'euros.)

	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
+ Intérêts et produits assimilés	60 375	120 402	59 130
- Intérêts et charges assimilées	20 340	38 979	16 190
+ Revenus des titres à revenu variable	666	872	157
+ Commissions (produits)	13 675	28 270	11 180
- Commissions (charges)	949	1 356	626
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	242	155	-754
+ Autres produits d'exploitation bancaire	291	403	74
- Autres charges d'exploitation bancaire	5	123	6
Produit net bancaire	53 955	109 644	52 966
- Charges générales d'exploitation	31 652	61 856	30 918
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	750	1 458	418
Résultat brut d'exploitation	21 554	46 330	21 629
+/- Coût du risque	-4 920	-12 881	-5 033
Résultat d'exploitation	16 633	33 449	16 597
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	7	-15	
Résultat courant avant impôt	16 641	33 434	16 597
+/- Résultat exceptionnel			
- Impôt sur les bénéfices	5 869	11 407	2 558
+/- Dotations/ reprises de fonds pour risques bancaires généraux et provisions réglementées			
Résultat net	10 772	22 027	14 038

C. - Annexes aux comptes annuels.**I - Faits significatifs de la période.****1. Campagne de notoriété**

Cette démarche s'inscrit dans un plan pluriannuel, initié en 2017 avec des actions déployées au long de l'année, qui ont permis à la BFM de développer sa notoriété et communiquer autour de son expertise du secteur public. La campagne de notoriété continue sur 2018 avec pour objectif de poursuivre la conquête et construire le discours autour des preuves de cette expertise. Un large plan multimédia (TV, internet, presse, et pour la première fois la radio à compter de septembre 2018) est déployé au long de l'année.

2. Étude stratégique

La BFM a initié une démarche d'étude stratégique dont il est attendu une issue pour la fin d'année 2018.

Une première phase de diagnostic stratégique a été réalisée sous la responsabilité d'un cabinet externe et sur la base d'un important travail d'enquête, afin d'identifier les atouts et limites de la BFM et l'évolution passée et à venir des courants porteurs alimentant son développement. Le Conseil d'Administration est au cœur de ce processus de réflexion stratégique, notamment à travers un comité stratégique dont il a décidé la constitution, afin de contribuer activement à la validation du diagnostic, à l'analyse des scénarios envisageables et à l'élaboration d'un plan stratégique.

3. Sécurisation et performances des processus

La BFM a poursuivi de façon continue l'optimisation de son fonctionnement avec le pilotage de son cadre d'appétence aux risques, la maîtrise et la professionnalisation de ses processus, le renforcement de la qualité et des contrôles de son activité, le renforcement de la connaissance de ses clients.

4. Contrôle fiscal

Un contrôle fiscal portant sur les années 2013 à 2015 avait remis en cause le traitement effectué dans le cadre de la fusion BFM / Banque Française, avec un enjeu financier pour la BFM de 4,3 M€, que la BFM avait provisionné dès 2016. Ce dossier a été clôturé en mars 2018 avec un accord de la BFM sur une rectification réévaluée à 920 k€, y compris pénalités de retard.

II - Faits postérieurs à la clôture

Aucun fait postérieur à la clôture.

III - Informations sur les règles et principes comptables

1. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées.

Les comptes sociaux sont établis selon les principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit, conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-03 et ANC n°2014-07 relatif aux comptes des établissements du secteur bancaire.

Pour le cas particulier des comptes semestriels, qui ne présentent pas d'obligation de publication, une version simplifiée de l'annexe aux comptes est présentée.

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-17 du Code de Commerce, la BFM est exemptée de l'obligation d'établir et de publier des comptes consolidés puisqu'elle est elle-même, ainsi que ses deux principales filiales ITL et la SCI Glacière, sous le contrôle de la société MNH qui les inclut dans ses comptes consolidés.

Société consolidante	Adresse	Méthode de consolidation
MNH	331 avenue d'Antibes, 45 200 AMILLY	Intégration globale

1. 1.1 Comptabilisation de l'actif immobilisé.

L'actif immobilisé est inscrit au bilan pour son prix d'acquisition (TVA non récupérable incluse, le cas échéant).

Durées d'amortissement des immobilisations

Les immobilisations sont amorties sur leur durée probable d'utilisation suivant le mode linéaire, sauf en ce qui concerne le matériel informatique amorti suivant le mode dégressif. L'approche par composants (CRC n° 2002-10) n'a pas permis d'identifier de différences significatives sur les principes déjà adoptés. De manière générale :

Logiciels	3 ans (dégressifs) pour les logiciels Système 1 an pour les logiciels bureautique.
Immeubles	36 ans
Agencements et mobilier	3 ans et 10 ans en linéaire
Matériel informatique	5 ans (linéaire) et 3 ans en dégressif

2. 1.2 Principes et méthodes comptables retenus pour le portefeuille titres et les instruments financiers à terme.

1.2.1. Portefeuille titres

Les opérations sur titres sont enregistrées conformément aux principes comptables définis aux articles 2311-1 et 2391-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC.

La répartition des titres entre les 6 catégories de portefeuille (transaction, placement, investissement, titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées) est faite en fonction de l'intention initiale d'utilisation des titres, intention identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

- Titres de transaction

Les titres de transaction sont des titres acquis ou vendus dès l'origine avec l'intention de les revendre ou de les racheter à brève échéance, c'est à dire dans un délai de 6 mois maximum. Ne peuvent être considérés comme des titres de transaction que ceux qui sont négociables sur un marché liquide, avec des prix de marché constamment accessibles aux tiers. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable. Les titres de transaction sont enregistrés coupon couru (s'il s'agit de titres à revenu fixe) et frais exclus. A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent, le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

A l'issue d'une durée de détention de six mois, les titres de transaction sont reclassés en titres de placement ou d'investissement, selon la qualification qui pourra leur être donnée en fonction des conditions requises d'inscription pour chacun des portefeuilles destinataires. Ces titres de transaction sont transférés à leur valeur de marché au jour du transfert.

La Banque Française Mutualiste ne détient pas de titre de transaction dans son portefeuille au 30 juin 2018.

- Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres acquis avec l'intention de les détenir pendant une durée supérieure à 6 mois, sans que l'établissement ne soit engagé, s'il s'agit de titres à revenu fixe, à les détenir jusqu'à l'échéance. Cette catégorie comprend également les titres provenant de la catégorie transaction et les titres ne satisfaisant pas aux conditions requises pour un classement en portefeuille d'investissement.

A leur date d'acquisition, les titres de placement sont comptabilisés à leur prix d'acquisition frais exclus. Pour les titres reçus du portefeuille de transaction, la valeur de marché au jour du transfert vaut prix d'acquisition et la date de transfert vaut date d'acquisition. Les intérêts courus sont exclus pour les valeurs mobilières à revenu fixe et inclus pour les titres monétaires. La différence entre le prix d'acquisition des titres à revenu fixe et leur prix de remboursement est rapportée au compte de résultat sur la durée de vie résiduelle des titres. Ce rattachement est effectué selon un mode linéaire pour les valeurs mobilières à revenu fixe et selon un mode actuariel pour les titres monétaires. A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition et du prix de marché. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées, les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation.

Lorsque les titres font l'objet d'une couverture, les résultats sur instruments de couverture sont pris en compte par ligne de titres pour le calcul des dépréciations.

Le résultat des cessions ainsi que les dotations et reprises de dépréciations figurent dans la rubrique « Gains ou pertes des portefeuilles de placement et assimilés ».

- Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres à revenu et à date d'échéance fixes acquis ou reclassés de la catégorie « titres de transaction » ou « titres de placement » avec l'intention manifeste de détention jusqu'à l'échéance. Les titres répondant à ces caractéristiques peuvent être classés en titres d'investissement dès lors que l'établissement a la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance, en disposant notamment de la capacité de financement nécessaire pour continuer à détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont enregistrés à la date de leur acquisition, selon les mêmes règles que les titres de placement. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles ou en cas de risque de défaillance de l'émetteur.

Les titres transférés du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement sont inscrits à leur prix d'acquisition ; les dépréciations constituées à l'ouverture de l'exercice sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

Les primes et décotes font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres.

Le résultat des cessions éventuelles et les dotations et reprises de dépréciation sont inscrits en « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

Durant la période, il n'y a pas eu de transfert entre les titres de placement et les titres d'investissement.

- Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle.

La Banque Française Mutualiste ne détient pas de titre de l'activité de portefeuille au 30 juin 2018.

- Autres titres détenus à long terme

Relèvent de cette catégorie les investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

- Titres de participation et parts dans les entreprises liées

La BFM détient des titres de participation, classés comme tels car répondant à une volonté de participation durable à l'activité.

Ces titres sont enregistrés pour leur coût d'acquisition. Cette valeur est revue à la baisse par le biais d'une dépréciation, le cas échéant, afin de tenir compte d'éléments significatifs tels qu'une dégradation de la situation nette et des perspectives concernant les sociétés détenues ; ou une dépréciation du cours dans le cas des sociétés cotées.

Les plus et moins-values de cessions ainsi que les dépréciations sur titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour le montant net « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

1.2.2. Instruments financiers à terme

Les principes et méthodes comptables retenus pour la comptabilisation des opérations financières à terme résultent du règlement n°2014-07 de l'ANC (livre II – titre 5 : « les instruments financiers à terme »).

1.3. Créances et dettes sur les établissements de crédits et la clientèle

Les créances et dettes sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale et la nature du concours : créances / dettes à vue ou à terme, créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle. Elles intègrent toute sorte de concours effectué avec les établissements de crédit, y compris les opérations de pension. Seules les dettes et créances répondant aux conditions suivantes font l'objet d'une compensation comptable au bilan : même contrepartie, exigibilité et devise identique et existence d'une lettre de fusion de comptes.

Les intérêts courus non échus sur les créances ou dettes sont portés en comptes de créances ou dettes rattachées, en contrepartie du compte de résultat. Par ailleurs, les intérêts échus sur les créances douteuses viennent s'ajouter à l'encours douteux par contrepartie du compte de résultat. En application des règles déterminées par le règlement n° 2014-07 de l'ANC relatif au traitement comptable du risque de crédit, les différentes catégories d'encours sont les suivantes :

- Les encours sains

Il s'agit des crédits n'ayant pas d'incident de paiement notable dans le paiement des échéances de capital et d'intérêt.

- Les créances restructurées

Les créances restructurées constituent une sous-catégorie des encours sains et recouvrent essentiellement les dossiers ayant fait l'objet d'un plan de surendettement, et pour lesquels une décote est calculée, couvrant en valeur actualisée le différentiel entre les flux du nouveau plan de surendettement et les flux du contrat d'origine. La dotation de cette décote figure en coût du risque, tandis que la reprise correspondante est présentée en Produits et intérêts sur opérations avec la clientèle.

- Les encours douteux

Il s'agit de crédits présentant au minimum un impayé pour les prêts en surendettement, un impayé de plus de trois mois pour les prêts à la consommation et les prêts immobiliers. La classification en douteux d'une créance entraîne par contagion le déclassement dans cette catégorie de l'ensemble des encours relatifs au débiteur.

- Les encours douteux compromis

Ils constituent une sous-catégorie des encours douteux et se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits classés en douteux depuis plus d'un an, des créances ayant fait l'objet d'une déchéance du terme (dénommées « créances contentieuses »), des dossiers ayant fait l'objet d'un rééchelonnement ou d'une restructuration qui présentent au moins un impayé ainsi que des dossiers en attente d'un plan de rééchelonnement notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers depuis plus d'un an.

La gestion et le recouvrement des créances contentieuses ont été confiés à la Compagnie Générale de Recouvrement Mutualiste (CGRM), filiale à 100% de la Banque Française Mutualiste.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des encours sains.

Lorsque la créance bénéficie de garanties, celle-ci sont comptabilisées en hors bilan, dans le poste « Engagements de garanties reçues ».

Une créance est passée en perte lorsqu'elle est jugée irrécouvrable.

L'ensemble des créances douteuses (douteux et douteux compromis) fait l'objet de dépréciations, appréciées dossier par dossier ou par méthode statistique (sur la base des taux de pertes ou de récupérations observées sur les quinze années écoulées) lorsque celle-ci est plus appropriée.

Conformément au règlement n° 2014-07 de l'ANC, la BFM détermine le montant de ces dépréciations afin de couvrir, en valeur actualisée au taux nominal du prêt, l'ensemble des pertes prévisionnelles sur ces créances. En tout état de cause, le montant de la dépréciation ne peut être inférieur au montant des intérêts échus sur ces créances et non encaissés.

1.4. Provisions pour risques et charges

Les provisions comprennent :

- Les provisions pour indemnités de fin de carrière
- Les provisions pour charges diverses
- Les provisions pour litiges et risques divers

Les engagements à long terme vis-à-vis du personnel sont constitués des indemnités de retraite, calculées selon la méthode prospective. Cette méthode tient compte d'hypothèses démographiques, des prévisions de départ anticipé, d'augmentation de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

1.5. Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de la Banque Française Mutualiste, conformément aux conditions requises par l'article 1121 du règlement n° 2014-07 de l'ANC.

1.6. Principe de comptabilisation des commissions

L'enregistrement des commissions diffère selon qu'il s'agit d'éléments liés ou non à l'octroi ou l'acquisition d'un concours.

En effet, conformément au règlement 2014-07 de l'ANC (livre II, titre 1), les commissions reçues ou versées lors de l'octroi d'un crédit sont étalées linéairement sur la durée de vie effective dudit crédit, alors que les autres commissions sont prises en résultat dès leur survenue.

Dans le cas de commissions étalées sur la durée de vie du prêt, le produit et la charge correspondants sont présentés en produits nets d'intérêts, les commissions restant à étaler sont intégrées aux postes de créances et dettes rattachées à l'encours de crédit.

2. Changement de méthodes comptables.

Néant.

IV - Notes sur les postes du bilan

Note 1. Créances sur la clientèle :

(En K€)	Valeur brute 30/06/2018	Dépréciation 31/12/2017	Dotations	Reprises	Autres opérations (1)	Dépréciation 30/06/2018	Valeur nette 30/06/2018
<u>Autres concours à la clientèle</u>							
-Encours sains	2 240 344	1 937	497	-574		1 861	2 238 483
Encours sains normaux	2 227 066						2 227 066
Encours sains créances restructurées	13 278	1 937	497	-574		1 861	11 417
Encours sains prêts décotés							
Encours douteux, compromis et contentieux	140 068	79 702	4 917	-2 513	-1 070	81 036	59 032
Encours douteux	56 198	43 131	3 059	-1 846	-1 070	43 274	12 924
Encours douteux compromis	7 040	3 477	1 137	-255		4 359	2 681
Encours contentieux	76 830	33 093	722	-412		33 403	43 427
-Créances rattachées	1						1
Comptes ordinaires débiteurs	1						1
Total Créances	2 380 414	81 639	5 415	-3 087	-1 070	82 896	2 297 518

(1) Reclassement d'une provision dans la catégorie des titres de participations

Note 2. Portefeuille de titres:

Titres d'investissement au 30/06/2018

(En K€)	Nominal 31/12/17	Surcote Décote Coupon couru 31/12/17	Valeur Comptable 31/12/17	Acquisitions	Cessions / tombées	Nominal 30/06/18	Surcote Décote Coupon couru 30/06/18	Valeur comptable 30/06/18	Plus ou moins valeurs latentes au 30/06/18
Titres états européens	425 000	39 050	464 050	20 000		445 000	36 524	481 524	24 660
Obligations	10 000	-359	9 641	15 000		25 000	65	25 065	466
TSR	22 000		22 000			22 000		22 000	-515
BMTN	257 300	39	257 339		27 300	230 000		230 000	-5 932
Créances rattachées			10 322					8 856	
Total	714 300	38 731	763 353	35 000	27 300	722 000	36 589	767 445	18 679

Détails des titres émis par des États Européens en portefeuille au 30/06/2018

PAYS	NOMINAL	Valeur bilan au 30/06/2018	Valeur marché au 30/06/2018	+/- valeurs latentes 30/06/2018
Total Espagne	110 000	130 598	143 080	12 482
Total Irlande	30 000	29 738	33 008	3 271
Total Italie	110 000	122 460	125 397	2 937
Total Portugal	125 000	130 043	134 076	4 033
Total Roumanie	60 000	63 119	64 779	1 660
Total France	10 000	11 974	12 252	277
Total général	445 000	487 932	512 591	24 660

La valeur bilan s'entend créances rattachées incluses.

Titres donnés en pension au 30/06/2018

Nature des titres mis en pension	Nominal	Valeur bilan montant emprunté	Valeur bilan montant encaissé
Effets publics - obligations	180 000	180 000	187 351
Total	180 000	180 000	187 351

Titres de placement au 30/06/2018

(En K€)	Valeur d'acquisition 31/12/2017	Valeur de marché 31/12/2017	Plus-values latentes 31/12/2017	Moins- valeurs latentes 31/12/2017	Valeur d'acquisition 30/06/2018	Valeur de marché 30/06/2018	Plus-values latentes 30/06/2018	Moins- valeurs latentes 30/06/2018
Titres de placement								
Obligations (1)	1 000				1 000			
Créances rattachées					32			
Parts d'OPCVM	246 503	246 642	331	-193	135 529	135 160		-369
Actions								
Total	247 503	246 642	331	-193	136 562	135 160		-369

(1) Titres non cotés

Note 3. Participations :

(En K€)	Capital	Capitaux propres	Quote- part du	Valeur comptable des titres	Prêts et avances consentis	Dépré. Sur prêts et	CA du dernier exercice	Résultat du	Divid · reçus
---------	---------	---------------------	-------------------	--------------------------------	----------------------------------	---------------------------	------------------------------	----------------	---------------------

			capital détenu					avances consentis		dernier exercice	
				Brute	Dépré.	Nette					
Montant au 31/12/2017				34 258	-271	33 987	18 099	-1 070			
Participations détenues à plus de 50% :											
SAS CGRM <i>Paris</i>	50	909	100,00%	114		114			2 031	369	
SARL CIV <i>Paris</i>	8	-346	99,80%	8	-8		2 228	-390	289	-281	
SCI LA GLACIERE <i>Paris</i>	2	14 104	99,10%	21 146		21 146	5 066		3 040	281	
SAS ITL <i>Paris</i>	5 280	8 268	99,29%	12 615		12 615	11 922		57 302	227	157
Participations détenues entre 10 et 50% du capital ou dont la quote-part est >1% du capital de la banque :											
GIE ACCEFIL <i>Boigny Sur Bionne</i>	16	16	24,84%	4		4	397		8 737	-754	
SAS Miroir social <i>Gennevilliers</i>	66	68	21,21%	260	-246	14			163	3	
Autres participations				110	-18	93	680	-680			
Total				34 258	-271	33 987	20 292	-1 070	71 563	-155	157
Dont mouvements sur la période							2 193				

Les données financières des sociétés sont celles des comptes annuels 2017 à l'exception de Miroir Social pour laquelle les données sont celles de 2016.

La BFM ne détient aucune filiale étrangère ; aucun des titres qu'elle détient n'est coté.

Les quatre participations détenues à plus de 50% sont des entreprises liées.

Note 4. Détail autres actifs et comptes de régularisation :

(En K€)	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Autres actifs	30 234	14 167	17 443
Dépôts de garantie collatéral	15 800	4 800	4 300
Acompte de prélèvements sociaux sur intérêts CSL		2 901	
Débiteurs divers	14 164	6 176	12 852
Comptes de stocks et emplois divers	270	289	291
Comptes de régularisation actif	15 649	15 280	14 864
Charges payées d'avance	1 625	942	2 058
Produits à recevoir	10 705	11 553	8 217
Soulte sur swaps à étaler			1 114
Prélèvements en attente d'encaissement	2 259	2 495	3 397
Produits à recevoir sur instruments dérivés			
Divers	1 060	290	79

Les produits à recevoir incluent notamment les commissions issues du partenariat avec la Société Générale pour 7 221 K€.

Les débiteurs divers sont notamment composés de 4 996 K€ de dépôts au Fonds de Garantie des Dépôts.

Note 5. Détail autres passifs et comptes de régularisation :

(En K€)	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Autres passifs	24 826	17 703	23 165

Fournisseurs	1 306	910	953
Fournisseurs factures non parvenues	8 837	6 520	4 278
Dépôt de garantie collatéral			1 000
Cotisations d'assurances à reverser	2 522	2 614	5 232
Impôts et taxes	7 658	3 492	7 488
Créditeurs divers	4 502	4 167	4 213
Comptes de régularisation passif	51 716	18 611	43 655
Produits perçus d'avance	5 818	5 552	5 308
Charges à payer.	4 575	5 258	4 235
Solte sur swaps à étaler			
Charges à payer sur instruments dérivés	3 903	3 474	1 308
Divers	37 420	4 327	32 804

Les créiteurs divers sont notamment composés de l'abondement versé à la BFM par des mutuelles sur des livrets détenus par leurs adhérents. Cet abondement s'élève à 1 980 K€ au 30 juin 2018, contre 2 072 K€ au 30 juin 2017.

Note 6. Provisions :

(En K€)	31/12/2017	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions devenues sans objet	30/06/2018
Provisions pour risques	4 815	3	920	3 548	(1) 349
Provisions pour charges	508	27			(2) 535
Total	5 322	30	920	3 548	884

(1) dont 248 K€ de provisions pour litiges prudhommaux

(2) dont 535 K€ de provision retraite

Note 7. Évolution des capitaux propres (hors résultat de l'exercice) :

(En K€)	31/12/2017	Affectation du résultat 2017	Augmentati on	Réduction	30/06/2018
Capital social	114 350	0	1 871	0	116 220
Parts sociales	109 383		1 871		111 254
CCI ⁽¹⁾	4 095				4 095
Actions de préférence	872				872
Prime d'émission	15 553	0	2 580	0	18 132
Prime d'émission Parts sociales	11 199		2 580		13 778
Prime d'émission CCI					
Prime d'émission Actions de préférence	4 354				4 354
Réserves	109 773	18 773	0	0	128 546
Légale	12 277				12 277
Statutaire	21 920	3 304			25 225
Facultative	74 653	15 469			90 122
Spéciale	922				922
Report à nouveau		0	0	0	0
Provisions réglementées	276		51		327
Résultat de l'exercice	22 027	-22 027			14 038
Versement de dividendes		3 254			
Total Capitaux propres hors FRBG	261 978	0	4 502	0	277 264
Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG)	22 025	0	0	0	22 025

(1) Certificats Coopératifs d'Investissement.

Le capital est composé de 7 295 302 parts sociales, de 268 490 certificats coopératifs d'investissement et de 57 199 actions de préférence, d'une valeur nominale de 15,25 €.

Le résultat par part sociale au 30 juin 2018 s'établit à 1,84 €.

V - Notes sur les postes du hors-bilan

Note 8. Opérations sur instruments financiers à terme

La BFM procède à des opérations de couverture globale de son bilan en macro-couverture.

Au 30 juin 2018, son portefeuille d'instruments financiers à terme destiné à cette couverture se décomposait de la manière suivante :

Opérations sur instruments financiers à terme	Montants nominaux (En M€)	Type d'instruments financiers à terme	Nature de la couverture	Type d'index	Valorisation au 30/06/2018 (En M€)
SWAPS Inflation	1 385	SWAP	Macro	Inflation	-4
Total	1 385				-4

Ventilation des notionnels de swaps selon leur durée restant à courir :

Durée résiduelle des swaps	Notionnel en M€
0 à 1 an	
1 an à 5 ans	785
Plus de 5 ans	600
TOTAL	1 385

La BFM calcule la valeur exposée au risque des contrats conformément à la réglementation. La BFM multiplie la valeur notionnelle des contrats par les taux déterminés en fonction des durées restant à courir ; à cela s'ajoute les valorisations positives des contrats à la date d'arrêt.

VI - Notes sur les postes du compte de résultat

Note 9. Ventilation des intérêts, produits et charges assimilés :

(En K€)	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Intérêts et produits assimilés	60 375	120 402	59 130
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	2 277	5 465	3 006
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	48 457	96 499	46 956
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	9 641	18 438	9 168
Intérêts et produits sur opérations relatives à des dettes subordonnées			
Intérêts et charges assimilées	20 340	38 979	16 190
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	8 325	16 678	6 300
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	11 014	22 298	9 889
Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe	1	2	1
Intérêts et charges sur opérations relatives à des dettes subordonnées			

Note 10. Ventilation des commissions perçues et versées :

(En K€)	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Commissions perçues : produits	13 675	28 270	11 180
Commissions reçues des établissements de crédit	7 491	13 964	5 238
Commissions reçues de la clientèle		9	
Autres commissions	6 184	14 297	5 942
Commissions versées : charges	949	1 356	626
Commissions versées aux établissements de crédit	224	494	163
Autres commissions	725	862	463

Les autres commissions perçues sont essentiellement constituées des commissions d'assurance.

Note 11. Ventilation des charges générales d'exploitation :

(En K€)	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Charges générales d'exploitation	31 652	61 856	30 918
Frais de personnel	11 301	22 316	11 560
Impôts et taxes	1 065	1 981	1 042
Frais informatiques	1 277	2 915	1 691
Honoraires	1 534	2 183	1 140
Autres frais administratifs	16 475	32 461	15 485

Au cours de la période, les comptes relatifs aux frais de « personnels extérieurs » ont été reclassés de la catégorie des « Autres frais administratifs » à celle des « Frais de personnel »; une différence de 2 402 K€ apparaît en lecture directe des postes concernés sur le compte de résultat.

Note 12. Frais de personnel :

(En K€)	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Salaires et traitements	5 609	10 031	6 005
Charges retraites	492	999	550
Autres charges sociales	2 778	5 465	2 908
Reprises nettes des dotations Plan social BF / Litiges sociaux		15	-104
Impôts & taxes et versements assimilés sur rémunérations	1 182	2 327	985
Abondements Plan épargne entreprise - PERCO	613	685	640
Participation des salariés	213	795	213
Intéressement	413	1 000	363
Total	11 301	22 316	11 560

Au cours de la période, l'effectif moyen s'est élevé à 234 collaborateurs.

Note 13. Coût du risque :

Ce poste se décompose comme suit :

(En K€)	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Dotations aux dépréciations sur créances douteuses	5 099	12 810	5 392
Reprise de dépréciations sur créances douteuses	-5 719	-7 961	-2 714
Créances irrécouvrables	5 565	8 572	4 106
Récupération sur créances amorties	-27	-66	-4
Dotations aux dépréciations pour dépréciation des stocks	363	357	364
Reprise de dépréciations sur stocks	-361	-361	-357
Dotation aux provisions sur risques et charges			
Reprises de provisions sur risques et charges		-470	
Dotations diverses			
Reprises diverses			-1 754
Total	4 920	12 881	5 033

La provision concernant le dossier Access Location, héritage de la Banque Française, a été reprise en totalité pour 1 754 K€ suite à l'irrécouvrabilité de la créance qui a été passée en perte.

Monsieur le Directeur Général,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la Banque Française Mutualiste et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires de celle-ci relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes intermédiaires ont été établis sous la responsabilité de la Direction, et n'étant pas destinés à être adressés aux actionnaires, n'ont pas fait l'objet d'un arrêté par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes intermédiaires.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes intermédiaires, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalie significative obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause, au regard des règles et des principes comptables français, le fait que les comptes intermédiaires présentent sincèrement le patrimoine et la situation financière de la société au 30 juin 2018, ainsi que le résultat de ses opérations pour la période écoulée.

Fait à Paris et Neuilly-Sur-Seine, le 12 octobre 2018.

Les Commissaires aux Comptes
Pour BDO France-LEGER & ASSOCIES,
Pour GRANT THORNTON,

FABRICE CHAFFOIS
LESLIE FITOUSSI

E. – Rapport de gestion.

Le rapport de gestion peut être communiqué sur simple demande.